



Course aux armements,

USA ET URSS RESPONSABLES

La semaine de l'ONU sur le désarmement se tient du 24 au 30 octobre. Peut-on en espérer une avancée dans le sens de la paix sans une mobilisation contre les deux principaux responsables ?

Car en cette affaire a pesé et pèse terriblement le blocage des Etats-Unis et de l'URSS. De « l'option zéro » de Reagan de novembre 81 au « moratoire » de l'URSS de mars 82 (gel des SS 20 contre non déploiement des Pershing, 260 SS 20 restant installés), de l'ouverture des négociations soviéto-américaines secrètes sur les arsenaux stratégiques nucléaires (START), fin juin 82, à la suspension des mêmes START le 12 août 82, l'on peut dire que depuis un an, les deux superpuissances « mènent en bateau » tous ceux qui exigent d'elles des *actes concrets* dans le sens du désarmement. Les peuples européens sont de ceux-là, car eux sont concernés au premier chef par l'accumulation des missiles qui, de part et d'autre, visent l'Europe. Qu'importent les comptes d'épiciers des uns et des autres, l'URSS excluant les forces du Pacte de Varsovie de son potentiel et Reagan surestimant le potentiel de vecteurs russes afin d'obtenir des crédits du Sénat et de l'OTAN !

Le soi-disant « *maintien de l'équilibre des forces* » justifie depuis des années l'accroissement simultané des poudrières. Dans le même temps où les deux supergrands prétendent ainsi assurer la paix, des guerres se mènent de par le monde - 13 depuis 1978, les dépenses d'armements de 200 milliards de dollars en 78 passent à 600 milliards en 1982, dont la moitié pour les Etats-Unis et l'URSS. Quatre jours de ces dépenses représentent le budget annuel de l'ONU pour le développement ! In vraisemblable gaspillage !

Ces deux dernières années, dans le Tiers Monde comme en Europe, la responsabilité des deux superpuissances dans la course aux armements, dans ses conséquences économiques catastrophiques, dans les risques d'une troisième guerre mondiale, est apparue chaque jour plus évidente. De moins en moins d'hommes et de femmes croient que l'URSS ne fait qu'assurer sa propre défense comme elle le prétend, alors que sa flotte sillonne des mers et installe des bases à des milliers de km du territoire soviétique, alors que son armée occupe l'Afghanistan et intervient en Erythrée ou au Cambodge. La « *défense du monde libre* » de Reagan et de ses prédécesseurs a fait long feu, elle aussi, avec le Vietnam hier, le Salvador et l'Afrique du Sud aujourd'hui.

Cette responsabilité fondamentale des Etats-Unis et de l'URSS impose aux millions d'hommes et de femmes qui aspirent à la paix, à tous les mouvements et à toutes les associations pour la paix, de faire converger leurs efforts pour un désarmement général, simultané et contrôlé qui comporte en même temps le démantèlement en Europe des SS20 soviétiques et la non-installation des Pershing, la destruction simultanée et progressive des armements conventionnels et nucléaires, la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, le retrait des bases et troupes étrangères de tout pays. C'est aux deux principaux responsables de désarmer les premiers !

Camille GRANOT

LES « AFFAIRES »
PARISIENNES

Faire œuvre de salubrité

Jacques Chirac, interrogé dimanche au Grand Jury RTL-Le Monde, n'a rien trouvé de mieux que d'accuser la gauche de dévoyer le débat politique à propos des trois scandales révélés cette semaine par la presse.

Ainsi donc, dénoncer la manière dont est utilisé et dévoyé l'argent des contribuables, le financement du RPR par les profits gigantesques d'un grand groupe monopoliste d'Etat, le fait que des centaines de vieillards soient laissés quasiment sans surveillance médicale et paramédicale dans un mouiroir de la ville de Paris, n'aurait rien de politique. Monsieur Chirac préfère les grandes idées aux sordides histoires de gros sous qui risquent de ternir quelque peu son image d'homme au-dessus de tout soupçon, son allure d'homme d'Etat présidentiable, pressé de gouverner de nouveau pour le compte direct des forces du grand capital.

La vérité pourtant doit éclater. Dans l'affaire des contrats juteux de rénovation immobilière, la justice a décidé de mener une enquête dont il faut espérer qu'elle soit rapide et honnête. Le scandale du mouiroir de Cachan est maintenant évident grâce à l'émission de TF 1 que Jacques Chirac demande de privatiser au plus vite, de manière à pouvoir rétablir le contrôle qu'il parvenait jusqu'ici à exercer. Quant aux deux millions gabonais pour sa campagne électorale, tout est fait pour enterrer l'affaire, même si *Le Monde* écrit qu'il est « *de notoriété publique que le président du Gabon a cherché à financer des partis politiques français et y est souvent parvenu* ».

Ce serait faire œuvre de salubrité que tous ceux qui possèdent de tels dossiers les rendent publics.

Pour notre part, nous n'accepterons pas de laisser immergée la partie cachée de l'iceberg, même s'il doit y avoir des éclaboussures dans d'autres milieux. Car les travailleurs ont tout à gagner à la vérité.

Pierre BAUBY

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
6 mois : 80,00 F - soutien : 100,00 F
un an : 150,00 F - soutien 200,00 F

Mission nationale du MRAP en Corse

Une mission du MRAP de trois membres a effectué un séjour de onze jours en Corse. A son retour, elle a déclaré notamment : « Pendant onze jours, ses trois membres ont pu saisir l'acuité des problèmes qui se posent sur l'ensemble de l'île à ses habitants.

« Cette mission a observé notamment la contradiction qui existe entre l'apport indispensable des travailleurs immigrés maghrébins à la vie et à l'essor économiques de l'île et l'impossibilité qui leur est faite de s'exprimer dans la vie sociale de tous les jours.

« Dans le même temps, elle a remarqué que la notion de seuil de "tolérance" (de "saturation" ou "d'assimilation") que le MRAP conteste, n'était avancée que lorsqu'il était question des structures d'accueil et de l'insertion dans la vie de la cité, mais jamais au niveau de l'embauche.

« La mission du MRAP souhaite qu'un véritable dialogue s'instaure entre les communautés vivant sur l'île et réaffirme son attachement à la valorisation, l'expression et la rencontre de toutes les cultures ».

Un article de *Travailleurs* n°3 (novembre) fournira des éléments de bilan de cette Mission, communiqués lors de la conférence de presse du MRAP le 13 octobre.

En marge des entretiens PCF-PCC : LE RESPECT MUTUEL

Après le PCE et le PCI, le PCF rétablit ses relations avec le PCC. C'est un événement. Elles étaient rompues depuis 65. Elles se sont rétablies sur des principes nouveaux. Nouveaux pour le PCF, bien entendu, non pour le PCC qui les pratique avec notre propre parti depuis plus de quinze ans. Quels sont ces principes ? Indépendance et autonomie, égalité totale, respect mutuel et non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures.

En lisant *L'Humanité*, nous avons noté qu'il existait « un large champ de convergences ». Bien ! Sur l'Afghanistan, le Cambodge, mais encore la politique extérieure de l'URSS — qui n'a pas de minces rapports avec le problème de la paix et du désarmement — « les positions respectives... qui sont... bien connues... sont restées inchangées ». A propos de respect mutuel, pour le moins cette fois, G. Marchais aurait pu expliquer les positions chinoises qui ne sont pas tant connues, en particulier des lecteurs de *L'Humanité*.

BLOC-NOTES

• Comme nous l'indiquions dans *PCML Flash* n°4 (10 septembre 1982), le PCML appelle à la manifestation pour le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale qui aura lieu samedi 23 octobre, à l'initiative du Planning familial, à Paris, 14h, Montparnasse (angle Rennes), Pont Neuf, Concorde. Dans plusieurs villes, les militants et militantes du PCML ont participé à la signature de la pétition du Planning sur le sujet.

• Pour la troisième année consécutive, la cellule du Mans du PCML a tenu un stand aux 24 heures du Livre du Mans ; des rencontres et des échanges intéressants ont eu lieu autour du stand avec des jeunes, des militants de différentes organisations ouvrières et populaires.

• Sortis la semaine dernière : *Midi-Action*, bulletin régional de Provence du PCML (26, Bd des Dames, 13002 Marseille) et *Répondre-Paris*, bulletin du comité de Paris du PCML (36, rue Véron, 75018 Paris).

• Des lecteurs se sont inquiétés auprès de nous du coût de l'envoi hebdomadaire de *PCML Flash* ; *PCML Flash*, qui utilise le routage 205, bénéficie de tarifs postaux préférentiels au bénéfice de la presse : 6,4 centimes l'envoi au lieu de 1,80 F une lettre ordinaire. Ceci explique que l'envoi — conformément à la réglementation — soit non clos et que l'intitulé du journal soit imprimé sur l'enveloppe. Seules ces conditions d'envoi nous permettent de « tenir » un budget très serré, comme celui de toutes les feuilles d'opinion dans notre pays.

• *Prolétariat* a consacré son numéro 25 à la Palestine avec des textes de Lucien Bitterlin (président de l'ASFA), d'Ilan Halévi (écrivain israélien antisioniste) et de Guy Hennebel (auteur de *Palestine et cinéma*). Reproductions en quadrichromie d'affiches palestiniennes. Prix : 15,00 F avec port. Commander à Prolétariat, BP 320, 13213 Marseille Cedex 1. Abonnement : 4 numéros, 50,00 F.

En bref... En bref... En bref... En bref...

LIBEREZ LES PRISONNIERS POLITIQUES D'AFRIQUE DU SUD

L'ONU vient de renouveler son appel pour la libération des prisonniers politiques en Afrique du Sud. Aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers de noirs sont incarcérés pour avoir participé à la lutte contre la domination raciste et la politique d'apartheid. Le nombre de victimes de tortures s'élève à plusieurs dizaines de milliers.

Mais la répression n'entrave en rien la lutte contre la tyrannie. Le peuple sud-africain finira par arracher sa liberté et son droit à l'autodétermination.

ONU : LE TIERS MONDE EXIGE DES NEGOCIATIONS GLOBALES

Les ministres des Affaires étrangères du groupe des 77 (aujourd'hui 125 pays en voie de développement) ont renouvelé, lors de la session de l'ONU, leur appel à des négociations globales immédiates sur la situation économique mondiale. Ils ont dénoncé les pays développés qui « persistent à prendre des décisions unilatérales arbitraires et refusent d'entamer de véritables négociations ».

CONTRE LA REINTEGRATION DES CHEFS DE L'OAS

Le Comité central de la Ligue des droits de l'homme vient, à l'unanimité, d'exprimer sa « totale désapprobation » du projet de réintégration dans le cadre de réserve des officiers condamnés pour leurs agissements factieux pendant la guerre d'Algérie.

PROVOCATIONS DE CHIRAC CONTRE LA CHINE

Jacques Chirac vient de recevoir officiellement à la mairie de Paris le dalai-lama, le chef religieux tibétain qui poursuit depuis les longues années ses attaques contre la République populaire de Chine et contre le socialisme. Cette réception est une véritable provocation à l'égard de la Chine, une ingérence dans ses affaires intérieures.

NOUVEAUX CADEAUX AUX ENTREPRISES

Laurent Fabius, ministre du Budget, vient d'annoncer de nouvelles mesures fiscales en faveur des entreprises qui exportent et qui développent leurs dépenses de recherche : leurs impôts seront réduits proportionnellement à l'augmentation de leurs dépenses de recherche et la taxe sur les « frais généraux » (en particulier les repas d'affaires) sera réduite en cas de progrès des exportations.

Ces nouvelles mesures viennent s'ajouter aux multiples aides, subventions et dégrèvements d'impôts accordés par le gouvernement pour « soutenir » les entreprises et les investissements. Si ceux-ci continuent à baisser, la dernière note de conjoncture de l'INSEE signale un relèvement de la rentabilité des entreprises. Blocage des salaires et diminution du pouvoir d'achat des travailleurs d'un côté, augmentation des profits des entreprises de l'autre. Voilà le résultat bien concret de la politique d'austérité menée par le gouvernement.